



Point de conjoncture Décembre 2017

L'essentiel :

- **L'embellie conjoncturelle se confirme pour l'économie française : la croissance tournerait autour de 1,7-1,8 % pour les trois années 2017, 2018 et 2019, grâce au dynamisme de la demande interne et à un environnement international porteur.**
- **Pour autant, le rythme de croissance est modeste au regard de nos partenaires européens et du retard accumulé depuis 2007.**
- **Les quatre déficits – budgétaire, commercial, d'emploi et de marges – sont autant de défis pour l'avenir.**
- **L'enjeu pour les mois et trimestres à venir sera de renforcer les fondamentaux de la croissance pour combler ces déséquilibres et permettre le plein rétablissement de l'économie française.**

L'embellie conjoncturelle se confirme et se renforce, dans un environnement international porteur

- **La croissance annuelle du PIB de la France s'établirait autour de 1,7-1,8 % en 2017, 2018 et 2019**, soit le double de la croissance annuelle moyenne de ces cinq dernières années (+0,8 % par an en moyenne de 2012 à 2016) ; les principaux instituts de prévision (OCDE, FMI, INSEE, OFCE, COE-Rexecode, Banque de France, etc.) ont révisé à la hausse leurs estimations de croissance pour la France ces derniers mois ; les indicateurs de conjoncture disponibles sont globalement bien orientés, certains au plus haut depuis janvier 2008 (enquête sur le climat des affaires par exemple).
- **L'environnement économique international est porteur, malgré les tensions politiques et géopolitiques** : selon l'OCDE « *les perspectives à court terme s'améliorent et le redressement est prometteur* ». Les prévisions de croissance du PIB sont en hausse pour le monde (+3,6 % par an sur 2017-2019 selon l'OCDE) et pour nos principaux partenaires (selon l'OCDE, pour 2018, +2,1 % pour la zone euro, +2,3 % pour l'Allemagne, et même +2,5 % pour les Etats-Unis ; côté émergents : autour de +7 % pour la Chine et l'Inde et de +2% pour la Russie et le Brésil). Pour l'instant, la montée des signes de tensions politiques et géopolitiques (Catalogne, Allemagne, Brexit, Corée du Nord, Iran, etc.) n'affecte pas significativement les marchés financiers (les marchés boursiers demeurent bien orientés - le DAX 30 et le Dow Jones continuent de tutoyer leurs plus hauts historiques - et les taux à dix ans ne sont pas sous pression) ni l'économie réelle.
- **Les entreprises créent de l'emploi : +240 000 emplois créés ces douze derniers mois et +560 000 emplois depuis fin 2014** ; malgré la fin de la prime à l'embauche pour les PME au 30 juin 2017, environ 30 000 emplois ont été créés par le secteur privé au troisième trimestre ; en parallèle, les créations d'entreprises sont au plus haut depuis 2007 : +10% sur un an en octobre (au rythme de 31 000 entreprises créées au mois d'octobre hors auto-entrepreneurs)

Mais les quatre déficits – budgétaire, commercial, d'emploi et de marges – persistent

- **La dette et le déficit publics restent parmi les plus élevés de l'UE** : la France est l'un des deux seuls Etats de la zone euro à être encore en Procédure de Déficit Excessif, avec l'Espagne. Contrairement à l'Espagne dont le programme budgétaire est jugé « globalement conforme » avec les exigences du Pacte de stabilité et de croissance, celui de la France présente encore un

« risque significatif de non-conformité » ; enfin les attentes d'un passage du déficit sous la barre des 3 % dès 2017 sont teintées d'incertitudes, Eurostat devant encore se prononcer sur la comptabilisation de certains éléments exceptionnels (recapitalisation d'AREVA et règlement du contentieux sur la taxe de 3 % sur les dividendes)

- **Le déficit commercial continue de se creuser** et la compétitivité reste problématique : hausse du déficit commercial sur les biens à -4,7 Mds€ pour le seul mois de septembre et -61,7 Mds€ en cumulé sur douze mois ; la France arrive encore au 31^{ème} rang de la dernière étude *Doing Business* de la Banque mondiale, derrière la majorité de ses voisins européens et au 22^{ème} rang dans le classement compétitivité du World Economic Forum (soit le 10^{ème} rang parmi les pays de l'UE) ; la part des exportations françaises de marchandises dans celles de la zone euro représentait 11,8 % en 2017, en baisse par rapport à 2016 qui était déjà un point bas historique.
- **Le taux de chômage a encore augmenté au troisième trimestre** : à 9,7 % selon les données de l'INSEE (9,4 % pour la France métropolitaine), au-dessus de la moyenne de la zone euro ; celui des actifs de 15 à 24 ans est encore plus élevé, proche de 22 % au troisième trimestre 2017 pour la France métropolitaine, et parmi les plus hauts en Europe ; or, les entreprises déclarant connaître des difficultés de recrutement n'ont jamais été aussi nombreuses depuis 2008.
- **Le taux de marge stagne autour de 31,5 %**. Après un rétablissement favorisé par la faiblesse des prix du pétrole ainsi que par les mesures de réduction du coût du travail (CICE, Pacte de Responsabilité), le taux de marge des entreprises tend à s'effriter à nouveau (31,6 % au deuxième trimestre, contre 31,7 % en 2016), alors qu'il n'a parcouru que la moitié du chemin perdu entre son niveau d'avant crise en 2007 et son point bas de 2014.

*

* *

On ne peut que se réjouir de la reprise économique qui prend forme, qui se confirme et se renforce, après cinq ans de croissance molle et dix années perdues en termes de PIB par habitant (là où nos voisins allemands ont gagné plus de 10 %). Mais les quatre déficits – budgétaire, commercial, d'emploi et de marges – sont encore là, porteurs de risques pour l'avenir. L'embellie conjoncturelle constitue donc une fenêtre d'opportunité pour consolider les fondamentaux de la croissance, notamment la compétitivité des entreprises et le fonctionnement du marché du travail. L'engagement des pouvoirs publics français et européens sera déterminant pour préserver la confiance dans le contexte de tensions politiques et géopolitiques tout en poursuivant le chemin des réformes destinées à renforcer la compétitivité de nos économies. Pour les entreprises, c'est le moment de rétablir les paramètres de la compétitivité hors coût pour gagner du terrain sur les marchés domestique et internationaux : c'est tout l'esprit du Prix Excellence Opérationnelle qui sera remis le 29 janvier prochain par Pierre Gattaz au MEDEF.

Les nouvelles économiques du mois : notre sélection

Semestre européen 2018 : avis sur les projets de plan budgétaires des Etats de la zone euro

	Pays sous procédure pour déficit excessif	Pays ne faisant pas l'objet d'une procédure pour déficit excessif
Pays dont les projets de plan budgétaire sont conformes aux exigences du Pacte de stabilité et de croissance		 Allemagne  Finlande  Luxembourg  Lettonie  Lituanie  Pays-Bas
Pays dont les projets de plan budgétaire sont globalement conformes avec les exigences du Pacte de stabilité et de croissance	 Espagne	 Malte  Chypre  Slovaquie  Irlande  Estonie
Pays dont les projets de plan budgétaire entraînent un risque de non-conformité avec les exigences du Pacte de stabilité et de croissance	 France	 Italie  Slovaquie  Belgique  Portugal  Autriche
Pays sous programme de soutien		 Grèce

Source : Commission européenne – Semestre européen 2018 (22 novembre 2017)

La Commission européenne a récemment publié son évaluation d'automne des projets de budget de chaque Etat de la zone euro afin d'apprécier leur conformité avec les dispositions du Pacte de stabilité et de croissance. Six pays ont présenté un projet de plan budgétaire comportant un risque de non-conformité dont la France qui demeure sous le coup d'une procédure pour déficit excessif.

Perspectives de croissance 2017, 2018 et 2019

% en volume	2016	2017 (p)	Révision de la prévision de septembre	2018 (p)	Révision de la prévision de septembre	2019 (p)
Monde	+3,1	+3,6	+0,1 pt	+3,7	0,0 pt	+3,6
Zone euro, dont :	+1,8	+2,4	+0,1 pt	+2,1	+0,2 pt	+1,9
Allemagne	+1,9	+2,5	+0,3 pt	+2,3	+0,2 pt	+1,9
France	+1,1	+1,8	+0,1 pt	+1,8	+0,2 pt	+1,7
Italie	+1,1	+1,6	+0,2 pt	+1,5	+0,3 pt	+1,3
Royaume-Uni	+1,8	+1,5	-0,1 pt	+1,2	+0,2 pt	+1,1
Etats-Unis	+1,5	+2,2	+0,1 pt	+2,5	+0,1 pt	+2,1
Canada	+1,5	+3,0	-0,2 pt	+2,1	-0,2 pt	+1,9
Japon	+1,0	+1,5	-0,1 pt	+1,2	0,0 pt	+1,0
Chine	+6,7	+6,8	0,0 pt	+6,6	0,0 pt	+6,4
Inde	+7,1	+6,7	0,0 pt	+7,0	-0,2 pt	+7,4
Brésil	-3,6	+0,7	+0,1 pt	+1,9	+0,3 pt	+2,3
Russie	-0,2	+1,9	-0,1 pt	+1,9	-0,2 pt	+1,5

Source : OCDE – Perspectives économiques (novembre 2017)

Dans ses perspectives économiques de novembre dernier, l'OCDE prévoit pour la France un rythme de croissance d'environ +1,75% pour la période 2017-2019.

La France au 22^{ème} rang mondial des pays les plus compétitifs du monde

Rang 2017	Pays	Rang 2017	Pays	Rang 2017	Pays	Rang 2017	Pays
1	Suisse (=)	7	Suède (-1)	16	Israël (+8)	34	Espagne (-2)
2	Etats-Unis (+1)	8	Royaume-Uni (-1)	20	Belgique (-3)	38	Russie (-5)
3	Singapour (-1)	9	Japon (-1)	22	France (-1)	40	Inde (-1)
4	Pays-Bas (=)	10	Finlande (=)	24	Irlande (-1)	43	Italie (-1)
5	Allemagne (=)	11	Norvège (=)	26	Corée (=)	61	Afrique du Sud (-14)
6	Hong Kong (+3)	12	Danemark (=)	27	Chine (+1)	80	Brésil (+1)

Source : The Global Competitiveness Report 2017-2018 – World Economic Forum

La Suisse occupe toujours la tête du classement des pays les plus compétitifs au monde en 2017-2018. La France se situe au 22^{ème} rang (21^{ème} rang en 2016 et 15^{ème} rang en 2010) loin derrière les Pays-Bas, l'Allemagne, le Royaume-Uni ou encore la Finlande.

Retrouvez ces graphiques et plus encore dans notre publication hebdomadaire **MEDEF Actu-Eco**

L'évolution des marchés

